

Recherches sociographiques



Montréal survivra-t-elle au déclin de sa grande bourgeoisie anglo-protestante?

Annick Germain

Volume 33, numéro 1, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056663ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056663ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Germain, A. (1992). Montréal survivra-t-elle au déclin de sa grande bourgeoisie anglo-protestante? *Recherches sociographiques*, 33(1), 103-110.
<https://doi.org/10.7202/056663ar>

Résumé de l'article

Deux ouvrages anglais récents jettent sur Montréal des éclairages différents mais complémentaires. La petite histoire du déclin de la grande bourgeoisie anglo-protestante (WESTLEY) et l'étude des «conquêtes» permises par les politiques linguistiques (LEVINE) suscitent interrogations et hypothèses sur les raisons du déclin relatif de la métropole. Ce dernier a-t-il quelque lien avec le vide politique qui semble s'être installé au cœur de Montréal? En fin de compte, ces notes polémiques invitent à une meilleure connaissance de l'histoire de Montréal avant la révolution tranquille.

MONTRÉAL SURVIVRA-T-ELLE AU DÉCLIN DE SA GRANDE BOURGEOISIE ANGLO-PROTESTANTE? *

Annick GERMAIN

Deux ouvrages anglais récents jettent sur Montréal des éclairages différents mais complémentaires. La petite histoire du déclin de la grande bourgeoisie anglo-protestante (WESTLEY) et l'étude des « conquêtes » permises par les politiques linguistiques (LEVINE) suscitent interrogations et hypothèses sur les raisons du déclin relatif de la métropole. Ce dernier a-t-il quelque lien avec le vide politique qui semble s'être installé au cœur de Montréal? En fin de compte, ces notes polémiques invitent à une meilleure connaissance de l'histoire de Montréal avant la révolution tranquille.

Si un titre a pour mission d'accrocher l'attention du lecteur, c'est probablement chose faite. S'il doit annoncer le propos d'un article, et plus encore une réponse à la question qu'il pose, il risque dans le cas présent de créer des attentes qui seront déçues.

Et pourtant, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur le sort de cette pauvre orpheline qu'est Montréal, puisque l'élite qui l'a un temps façonnée à son image n'est plus qu'un fantôme, selon les termes de l'auteure de *Grandeur et déclin: l'élite anglo-protestante de Montréal, 1900-1950* (WESTLEY, 1990). En fait, ce que nous raconte ici Margaret W. Westley, c'est l'histoire d'une caste blottie dans le « Mille carré », à proximité du centre-ville. Avec force détails, son livre dépeint le mode de vie de notre aristocratie locale, entre l'apogée du merveilleux monde des affaires anglo-écossais, au tournant du siècle, et le début de la modernisation tranquille québécoise, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les « héros » de cette histoire ne

* Je remercie mon collègue Georges Mathews de ses commentaires éclairants sur la question linguistique.

sont pas cette poignée d'industriels et de financiers dont l'hégémonie s'étendait sur tout le Canada à la fin du siècle dernier mais bien leurs fils et leurs filles. Ces héritiers « avaient toutes les raisons de croire qu'ils seraient les premiers bénéficiaires [d'un] brillant avenir ». (WESTLEY, p. 41.) Or, s'ils vont bel et bien hériter d'un statut social de « haute classe », d'un patrimoine imposant (en espèces tant sonnantes qu'immobilières) et d'une certaine culture coloniale, ce ne sera guère pour perpétuer l'hégémonie exercée par leurs pères sur la ville et sur la nation. Le livre de Westley ne raconte donc pas la reproduction d'une classe dirigeante, mais bien l'aliénation progressive d'une élite dont les valeurs et les comportements restent perméables aux évolutions qui travaillent la société en profondeur dès la fin de la crise des années trente. Une élite repliée sur ses privilèges, devenue allergique au changement, et qui consacre toutes ses énergies au maintien d'un style de vie victorien, reflet de sa puissance d'antan.

Cette présentation anecdotique des us et coutumes surannés d'une bourgeoisie experte en consommation ostentatoire et bardée de principes rigides est, à première vue, profondément irritante, il faut bien l'avouer. Si cette narration peut édifier nos enfants, pour notre génération, elle est somme toute assez banale. Sur le rôle des *nannies* dans l'éducation des enfants, les activités récréatives de cette *leisure class*, la vie quotidienne ampoulée de ces grandes familles dont les noms font encore partie de notre paysage urbain (Angus, Macdonald, Ogilvie, Van Horne, etc.), les quelque deux cents récits recueillis par Westley ne nous apprennent pas grand-chose que nous n'ayons déjà imaginé ou qui ne rappelle l'opulente bourgeoisie américaine du temps. L'album de famille est toutefois agréable à regarder car — une fois n'est pas coutume dans l'édition québécoise — les photos qui illustrent le livre sont de qualité. L'auteure, Montréalaise d'adoption, est visiblement fascinée par le faste et les mondanités qui firent le quotidien de ces parvenus dont elle suit les traces depuis le campus de l'Université McGill où son mari enseigne dans les années cinquante. Le Mille carré était naguère le théâtre d'une « vie élégante »... « enviée et admirée », nous dit-elle. Pourquoi et comment le charme a-t-il été rompu ?

Quant à nous, le colonialisme viscéral de cette élite ne laisse pas de nous surprendre ! La mère patrie de ces héritiers reste l'Angleterre et le périmètre de leur écoumène canadien semble se ratatiner avec les années. Abandonnant le rôle de conquérant qui a fait la fortune de leurs pères, ils s'enlisent dans la nostalgie de l'Empire britannique dont leur mode de vie est imbibé. Montréal n'existe guère pour eux à l'est du magasin La Baie, voire de chez Ogilvy, et nulle part leur monde ne croise celui des Canadiens français, qu'ils ignorent dans toute la mesure du possible. Pour un peu on imaginerait ces grands bourgeois portant casque blanc !

C'est la Première Guerre mondiale qui marque le début de la fin. Au cours des hostilités, nous dit Westley, les pertes parmi les officiers s'élevèrent à 588 pourcent (sic !) (WESTLEY, p. 234.) La crise économique viendra ensuite ébranler sérieusement leur train de vie. Ce n'est toutefois qu'avec les événements sociaux et politiques des années quarante (la guerre, la montée de la syndicalisation, les grèves

menées contre des compagnies canadiennes-anglaises ou américaines, etc.) que se précipitera leur déclin.

Si ce déclin ne correspondait pas d'une certaine manière à celui de Montréal en tant que métropole du Canada et de l'Empire britannique, ce livre n'aurait probablement pas tant d'intérêt. En plus de décrire les menus faits de la vie quotidienne de ces grands bourgeois, Margaret Westley tente d'expliquer à la fois la dégringolade de cette « haute classe », pour reprendre ses termes, et le « déclin commercial et financier de Montréal ». En fait, les deux phénomènes sont implicitement présentés comme les deux faces de la même médaille. Or on pourrait à bon droit s'interroger sur la légitimité de cette association. Y a-t-il un lien de causalité entre la disparition de cet establishment et le déclassement de Montréal dans la hiérarchie urbaine canadienne, et si oui, de quelle nature est-il ? Le déclin d'un ordre ancien n'est-il pas toujours aussi l'envers d'un ordre nouveau ? Peut-on faire l'histoire d'une classe sociale sans situer la dynamique collective dont elle est partie prenante ?

Des historiens comme Paul-André Linteau ont montré depuis longtemps que cette grande bourgeoisie anglo-protestante ne règne pas à Montréal dans un vide sociopolitique, et que dès le tournant du siècle se développe une bourgeoisie canadienne-française ambitieuse et modernisatrice (LINTEAU, 1981). Mais à la différence de la première, elle investit les banlieues et les faubourgs de l'époque plutôt que la ville centrale. Le centre-ville restera pendant longtemps identifié aux élites anglo-protestantes. Ces dernières y sont omniprésentes, non seulement par le biais des institutions et entreprises qu'elles dirigent, mais aussi par leur participation active aux associations caritatives, culturelles et civiques. Si un Macdonald est immanquablement radin avec ses employés, il multiplie les dons princiers à l'Université McGill : cela va des laboratoires de recherche en physique et en chimie à la Faculté d'architecture, en passant par les chaires en agriculture. L'establishment anglo-protestant peut également s'appuyer sur une classe moyenne anglophone qui n'a, à cette époque, probablement pas d'équivalent parmi les Canadiens français (l'histoire des classes moyennes canadiennes-françaises reste encore à faire).

Alors que se passe-t-il lorsque ces élites désertent Montréal, d'abord en petit nombre, puis de façon beaucoup plus massive dans les années soixante-dix ?

Dans un article récent, Mario POLÈSE exprime l'avis que « si la mobilité géographique de l'élite anglophone est en partie à l'origine du déclin économique de Montréal, l'enracinement de la nouvelle élite francophone est à l'origine de sa renaissance ». (POLÈSE, 1990.) La hiérarchie urbaine canadienne s'est transformée de façon substantielle, particulièrement en son sommet, note-t-il. Toronto y a déclassé Montréal, et l'espace économique de cette dernière s'est considérablement atrophié. Polèse montre que l'explication du déclin de Montréal comme pôle tertiaire national doit peu aux facteurs traditionnellement invoqués en géographie économique (glissement de l'économie vers l'ouest, dynamisme différentiel des régions naturelles de Toronto et de Montréal, etc.), et qu'il faut au contraire faire appel aux transformations sociolinguistiques qui ont bouleversé le paysage montréalais.

C'est précisément le propos de l'ouvrage de Marc V. LEVINE (1990), dont le titre indique d'emblée la perspective: *The Reconquest of Montreal. Language Policy and Social Change in a Bilingual City*.

Ce livre est étonnant à plus d'un égard. D'abord, en tant que lecteur francophone, on s'y sent incroyablement à l'aise, pour ne pas dire «compris». Écrit par un Américain (de qui il est en fait la thèse de doctorat), il traite pourtant de questions oh combien délicates et controversées!

Ensuite, l'auteur parvient à couvrir trente ans de débats politiques sur la question linguistique avec une clarté remarquable et un style convaincant. C'est qu'en bon politologue il est passionné par l'efficacité des politiques linguistiques, et Montréal représente à cet égard un bien beau cas. Aussi Levine a-t-il voulu creuser «l'histoire fascinante d'une communauté linguistique économiquement défavorisée et culturellement menacée qui parvient à se mobiliser sur le plan politique et à utiliser l'État pour redistribuer le pouvoir dans une grande ville». (LEVINE, p. 2.)

Il a réuni une documentation considérable, mais jamais il ne s'égaré dans les détails. Il nous montre sur une période de vingt ans la progression inexorable de l'affirmation du fait français, par delà conjonctures et événements. Avant 1960, Montréal était une ville à deux majorités. L'élite anglophone d'alors «se comportait dans la vie quotidienne comme si Montréal était une ville britannique que le hasard avait peuplée de citoyens francophones» (LEVINE, p. 210.) Vingt ans plus tard, cette élite invoque le droit des minorités!

Comment expliquer ce formidable renversement de situation? Faut-il y voir l'impact des politiques linguistiques ou une adaptation des forces du marché, comme l'a brillamment montré J. NIOSI dans son livre sur la formation de la bourgeoisie canadienne?

Levine reprend les thèses sur la montée de la nouvelle classe moyenne francophone (sans mentionner Hubert GUINDON, qui en fut pourtant l'un des pères) et sur son rôle dans l'élargissement de l'État. Au moment où, dans les villes américaines, la stratification sociale s'atrophie en son centre, Montréal voit grossir les rangs de ses couches moyennes, ces travailleurs du langage pour reprendre l'expression bourdieusienne utilisée par Marcel FOURNIER. Ce sont elles qui vont promouvoir la reconquête de Montréal en délogeant les élites canadiennes-françaises traditionnelles, tout en s'attaquant à l'hégémonie de l'élite d'affaires anglophone. On pourrait ajouter qu'à travers la gentrification des quartiers anciens, elles vont s'appropriier l'espace urbain et se construire une culture et une identité collectives. Mais ce serait évoquer des dimensions urbaines qui restent étrangères au propos de Levine.

L'arme privilégiée de cette classe conquérante, c'est le politique, qu'il s'agisse de la multiplication des appareils d'État ou de l'intervention croissante de ce dernier dans un certain nombre de sphères de la vie sociale.

Deux dossiers retiennent particulièrement l'attention de Levine pour illustrer la «reconquête» de Montréal: la question scolaire ou l'anglicisation des immigrants et

la « francisation » du monde du travail. Ces deux enjeux vont polariser l'essentiel des débats politiques sur la question linguistique pendant un quart de siècle.

Levine analyse avec finesse les stratégies politiques successivement mises de l'avant pour contrer la menace de minorisation de la communauté francophone, associée dans les années soixante à l'inscription massive des jeunes immigrants dans les écoles anglophones. Il reconstitue avec patience les tentatives avortées et les dérapages, avec sobriété les crises et les drames du début des années soixante-dix, sans jamais perdre de vue les changements qui modifient avec lenteur mais de manière irréversible la configuration sociodémographique de Montréal. Le chapitre consacré à la Loi 101 illustre particulièrement bien l'approche nuancée de Levine. Celui-ci tente de départager les enjeux linguistiques et politiques qui sous-tendent ce morceau législatif quasi historique. Il n'y voit pas un geste outrancier, ce n'est pas pour lui une loi radicale, mais il en relève les connotations éminemment politiques, compte tenu du projet indépendantiste du parti qui en est le promoteur.

L'exode accéléré des anglophones à partir de 1977 (la population anglophone du Montréal métropolitain perdra un sixième de ses effectifs en dix ans) est ensuite présenté à la fois comme l'effet de tendances économiques structurelles et comme le contrecoup direct de facteurs politico-linguistiques. Par ailleurs, Levine montre clairement que « la francisation du monde du travail permet véritablement de promouvoir la pénétration des francophones dans le secteur économique privé au niveau de la prise de décision ». (LEVINE, p. 194.) Ce qui ne l'empêche pas de conclure, avec raison : « les Anglophones demeurent une minorité linguistique assez privilégiée qui possède ses propres écoles et ses institutions sociales, et qui jouit encore d'une position économique favorisée dans l'économie montréalaise ». (LEVINE, p. 147.)

Bref, une thèse de « science po », voire une thèse « politiste », représentative de l'acharnement ou de la délectation que les sciences sociales des années soixante-dix ont mis à analyser l'État sous toutes ses coutures, y réduisant tout ce qui s'appelle social. L'histoire du Québec moderne commence en 1960. La révolution tranquille en est le premier chapitre. Et le dernier est un « happy ending », à peine tempéré par l'appréhension de l'impact de la nouvelle ethnicité sur le profil linguistique de Montréal, d'une part, et des effets de l'entrée du Québec « into the global economy », d'autre part. L'ennemi n'est désormais plus dans nos murs. « En dernière instance, le caractère culturel et linguistique du nouveau Montréal dépendra d'influences qui s'étendent bien au-delà de l'île, ce qui constituera un défi considérable pour les responsables de la politique linguistique du Québec », (LEVINE, p. 227) tel est le mot de la fin du livre de Levine.

Un livre très ou trop optimiste. Car les années quatre-vingt-dix ne laissent présager rien de bon pour Montréal. Tout respire la crise larvée, le déclin, la « dé-métropolisation » et la résurgence du contentieux linguistique. Alors qu'est-ce qui cloche dans ce livre ?

Les politologues sont des gens fort sympathiques, qui parviennent à s'intéresser sans relâche aux épisodes innombrables de notre saga constitutionnelle. Mais la

société vit aussi en deçà et au delà de la scène politique, elle semble parfois même vivre à côté ! Dans une société qui, comme la nôtre, fut longtemps dépendante, pour reprendre la terminologie de Touraine, la chose politique a fâcheusement tendance à s'autonomiser par rapport à l'économique et au social. C'est ainsi que la modernisation tranquille n'a pas attendu les institutions et les politiciens des années soixante pour travailler le corps social. La société montréalaise des années quarante et cinquante est en pleine ébullition, on l'oublie trop souvent. On y expérimente de nouveaux modes de gouvernement, de nouveaux modèles d'aménagement, de nouveaux modes de gestion du social. Bref, entre l'apogée de l'establishment anglo-protestant, au début du siècle, et le « Maîtres chez nous » des années soixante s'étend une période encore mal connue dans l'histoire de Montréal, et qui sauf erreur se distingue par le développement d'une société civile vigoureuse et diversifiée (COLLIN et GERMAIN, 1986).

Mais surtout, on ne gagne pas une bataille, fût-elle linguistique, seulement à coups de pièces législatives. La Loi 101 a certainement contribué de façon substantielle à modifier les rapports de force entre les communautés linguistiques, mais peut-on parler pour autant de reconquête de Montréal ?

La partie occidentale de l'île n'est plus une terra incognita pour les Tremblay et les Gagnon. Ville Mont-Royal et Pierrefonds comptent désormais plus de francophones que d'anglophones. S'il est vrai que Montréal n'avait jamais été aussi française depuis la Confédération qu'en 1986, il s'agissait là toutefois d'une victoire par défaut, et non par conversion (MATHEWS, p. 3).

Par ailleurs, la communauté anglophone n'est pas moribonde : elle rassemble entre 600 000 et 700 000 personnes dans la région montréalaise. Il est encore possible aujourd'hui de vivre à Montréal et d'y travailler sans connaître le français. Une proportion importante des nouveaux immigrants s'intégrera à la communauté minoritaire et le sentiment d'incompréhension qui sépare les communautés francophone et anglophone semble plus fort que jamais.

Bref, Levine a choisi pour son livre un titre vraiment très optimiste. On pourrait aussi lui reprocher de parler de Montréal... sans vraiment en parler. Montréal est au centre du débat linguistique. C'est bien là et non à Chicoutimi que se joue la bataille du français. La montréalisation de la question linguistique n'échappe à personne. Et pourtant la scène décrite semble incomplète. Levine ne se demande pas qui a remplacé l'élite anglo-protestante de jadis, il ne cherche pas à déceler dans le paysage montréalais l'apparition d'une classe dirigeante francophone dont les intérêts seraient profondément associés au développement de la ville et qui serait à ce titre vraiment urbaine. Conclure à la reconquête de Montréal paraît abusif par rapport au vide qui semble s'être creusé au cœur de la métropole ou plutôt à sa tête. Si beaucoup de francophones occupent à présent les places abandonnées par les anglo-protestants, y a-t-il eu pour autant substitution d'élites *urbaines* ? Cette question n'a bien sûr rien à voir avec la nostalgie de l'establishment que décrit Westley. Cette dernière a toutefois le mérite de nous fournir l'occasion de soulever une question bannie par le populisme latent, mais envahissant, qui s'est développé à Montréal depuis quelques années.

Par ailleurs, on ne saurait blâmer Levine d'un silence dont nous sommes tous —chercheurs et citoyens— responsables. Oui, Montréal a l'air d'une orpheline dont personne ne semble se préoccuper, ni du côté de l'académie ni du côté de la « vraie vie ». On ne regrettera pas l'ère Drapeau, mais ce sacré maire avait quand même l'art de faire porter haut et loin la voix de la métropole. Qui s'en fait le héraut à présent ? Qui défend son avenir, son allure et son développement ? Qui croit encore au rôle d'une métropole par les temps qui courent ?

Pourtant, un coup d'œil rapide à la géographie économique et politique contemporaine laisse entrevoir la résurgence d'archipels de villes. Ainsi, à l'heure de l'Europe sans frontières, les pays se positionnent-ils les uns par rapport aux autres par métropoles interposées, à la manière des cités-États de jadis. Et ce jeu politique passe à l'occasion par la mobilisation des milieux d'affaires locaux. Plus près de nous, plusieurs *success stories* de renaissance urbaine (Baltimore, Boston, Pittsburgh, etc.) se sont bâties sur l'association d'élites politiques, économiques et sociales locales, bien avant que l'on parle de partenariat. À quoi ressemble notre bourgeoisie métropolitaine ? Est-elle indispensable au redressement de situation qui devrait se faire dans les meilleurs délais pour contrer la dégringolade de Montréal sur plusieurs fronts ?

L'absence de leadership pourrait aussi avoir de fâcheuses conséquences sur d'autres plans. La différenciation ethnoculturelle rapide qui modifie en profondeur le visage de Montréal vient évidemment relancer le débat linguistique, tout comme le nouveau militantisme des Anglo-Montréalais. Mais l'immigration pourrait aussi accentuer l'éloignement socioculturel qui sépare Montréal du reste de la province si aucune force intégratrice ne se manifeste à l'échelle métropolitaine. L'importance de tels clivages n'a pas échappé à Levine, qui écrit :

les mêmes types de tensions opposant natifs et immigrants, urbains et ruraux, qui ont marqué le développement urbain aux États-Unis traversent le Québec francophone, aussi bien dans les écoles que dans la société en général. Auparavant le Québec francophone provincial se sentait culturellement menacé par le caractère anglais de Montréal; désormais, c'est la culture francophone multiethnique de Montréal qui pourrait heurter le reste du Québec. Si ces divergences prennent une coloration politique, alors que le Montréal francophone se fragmente selon des clivages ethniques et que le Québec francophone se scinde au point d'opposer Montréal à son hinterland, l'impact de la Loi 101 pourrait s'avérer bien plus radical que ce que quiconque aurait pu imaginer. (LEVINE, p.145.)

Le débat linguistique est loin d'être fini, mais la perspective du défi d'une ville cosmopolite va certainement en changer la portée et la nature. Savoir où l'on va et ce que l'on veut est plus que jamais à l'ordre du jour, et Westley et Levine nous donnent, chacun à sa manière, la mesure du chemin parcouru. Ils témoignent aussi, bien malgré eux, des lacunes qui restent à combler dans notre connaissance de l'histoire de Montréal.

Annick GERMAIN

BIBLIOGRAPHIE

- COLLIN, Jean-Pierre et Annick GERMAIN, «La transformation du pouvoir local: retour historique sur quelques expériences d'aménagement», *Cahiers de l'ACFAS*, 38, p. 19-28.
- LINTEAU, Paul-André, *Maisonnette ou comment des promoteurs fabriquent une ville*, Montréal, Boréal 1981 Express, 280 p.
- LEVINE, Marc V., *The Reconquest of Montreal. Language Policy and Social Change in a Bilingual City*, 1990 Philadelphie, Temple University Press, 285 p.
- MATHEWS, Georges, «Le zigzag démolinguistique», dans: Yves Bélanger et Michel Lévesque (dirs), 1992 *René Lévesque, l'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 495 p.
- POLÈSE, Mario, «La thèse du déclin économique de Montréal, revue et corrigée», *L'Actualité économique*, 66, 22.
- WESTLEY, Margaret W., *Grandeur et déclin: l'élite anglo-protestante de Montréal, 1900-1950*, 1990 Montréal, Libre Expression, 332 p.